L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 17 AVRIL.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

WASHINGTON.

Le politique du président Hayes vis-à-vis du Sud.

Washington, 15—Le président Hayes a dit hier, dans une conversation avec quelque ami, que son attitude vis-à-vis du Sud n'avait rien qui fût dénoncé, qu'il avait eu malaise fort l'occasion d'exprimer ses vues à ce sujet, et qu'il ne faisait maintenant que suivre la ligne de conduite qu'il poursuivait depuis longtemps. En 1876, étant candidat pour la place de gouverneur de l'Ohio, il a dit ce qu'il pensait de la situation dans le Sud, et il a vaincu Allen, bien que tout le monde connût ses idées. Dès le 31 juillet 1876, il s'est exprimé publiquement à Marion, de manière à ne laisser aucun doute dans les esprits. Son discours a été publié dans tous les journaux républicains et même dans les journaux démocrates, de sorte que tout le monde en a pu prendre connaissance de l'état des choses dans le Sud.

Après avoir félicité ses concitoyens sur le mérite des vrais amis du pays et avoir déploré que deux ans qui venaient de rendre stériles les grands résultats obtenus par la guerre, il a dit, dans le discours dont il s'agit, que les hommes du Nord et les hommes du Sud devaient s'unir dans un même esprit de patriotisme et oublier qu'ils avaient combattu les uns contre les autres; il a rappelé l'accueil cordial fait dans les Etats, nouvellement énergie, au vice-président Wilson; il s'est élevé vivement contre ceux qui préconisaient l'emploi de la force armée et qui s'efforçaient, dans un but politique, de ranimer le souvenir du passé. Il ajoutait que c'était là une tendance regrettable, mais qu'enfin l'ancienne harmonie se rétablirait à vue-d'œil. Dans ce discours, dont d'autres qu'il a prononcés depuis, M. Hayes s'est appliqué à faire voir combien il était impolitique de perpétuer le souvenir de l'ancien antagonisme entre le Nord et le Sud; il a toujours dit, il a constamment répété que le moment de la réconciliation était venu et qu'il fallait complètement oublier le passé.

Le Président a ajouté, dans le cours de la conversation, que la Convention Nationale qui l'a désigné à la candidature présidentielle a voté une résolution qui, non seulement promettait à tous les citoyens, au nom du parti républicain, une protection égale, ainsi que l'exercice inviolable de leurs droits civils et politiques, mais qui, de plus, déclarait solennellement que la pacification permanente du Sud devrait s'opérer par la suppression de toutes causes de discorde. Cette résolution, a dit le Président, correspond exactement avec les vues que j'avais déjà exprimées, et je profite de l'occasion qui m'en est ainsi offerte pour dire que, de notre part, la déclaration publique dans laquelle j'ai accepté la candidature présidentielle, et plus tard, dans mon discours d'inauguration, où j'ai exposé de la manière la plus claire mes vues particulières sur la nécessité d'une réconciliation immédiate et absolue et du rétablissement du gouvernement local dans les états du Sud, en dehors de l'emploi de la force armée. En arrivant au pouvoir, je n'ai pas voulu que la politique que j'avais préconisée fût une politique de sentiment seulement; je me suis hâté de la transporter dans le domaine des faits. Le Président a ajouté d'un ton ferme et décidé :

" Je crois que ma politique assurera un bon gouvernement aux Etats du Sud. Cette politique a été prise par les deux fractions de l'Union aussi bien qu'entre les races et les partis dans le Sud. Elle a également pour objet de garantir les droits, les intérêts et la sûreté de la population de couleur. C'est pourquoi je l'ai adoptée. Je ne sais si je réussirai à la mettre à exécution, car il y a dans le Nord comme dans le Sud des hommes qui la combattent et qui peut-être y mettront obstacle, mais il y a une chose dont je suis pénétré : c'est que je le sais tout par ma conscience et mon sentiment du devoir de la faire prévaloir, et je m'y appliquerai. "

- COMPROMIS EN LOUISIANE.

New York, 15 avril.—Le correspondant spécial du Herald, de New York à la Nlle-Orléans, télégraphie à ce journal ce qui suit au sujet de la proposition d'admettre à la législature tous les membres déclarés élus par les commissaires de paroisse :

"On croit généralement que le consentement de Packard avait été obtenu secrètement avant que la proposition fut formulée ouvertement. Dans toutes les sections, les commissaires paraissent complètement rassurés et donnent à entendre que leur tâche est accomplie. Il est à présumer qu'avant de céder à ce qui est inévitable, Packard publiera une proclamation, et d'après les apparences du moment tout sera réglé d'ici à mercredi."

Le Président ne tient pas compte des délégations.

Washington, 16—La commission d'enquête postale sera à Montgomery ce soir. Une délégation s'est rendue à la Maison Blanche aujourd'hui pour parler en faveur de Miss Law de la poste de Richmond. Le Président s'est borné à dire aux délégués, ce qu'il dit souvent, qu'il ne révoquera personne excepté pour cause. On dit que jusqu'à présent il n'est pas livré aux influences des délégations.

Il y a 900 employés au bureau d'imprimerie et de gravure. 200 seront renvoyés mercredi et 300 le 1er de mai.

Le Président a dit à une délégation de Quakers, qu'il était aussi pour la paix partout, et que cette politique serait la sienne pendant les quatre ans de sa présidence. Il pouvait n'être pas aussi avancé que les Quakers en matière de paix, et il devra peut-être en quelques occasions avoir recours à de sévères mesures.

AFFAIRES DE LA LOUISIANE.

Washington, 16—Le Président n'a reçu qu'une communication des commissaires de la Louisiane et cela jeudi dernier. Il a immédiatement de nouvelles instructions qui ont été promptement envoyées.

Elles ne modifient pas les instructions premières mais elles les expliquent sur certains points. Le Président ignore quand la commission retournera à Washington mais on présume qu'elle sera achevé ce besogne et qu'elle pourra revenir samedi ou jeudi prochain.

Il n'y a pas de doute que les troupes ne soient retirées de la Nlle Orléans, attendu que le Président, dit-on, ne sait, n'entend pas suivre à l'égard de la Louisiane une politique différente de celle qu'il a suivie à l'égard de la Caroline du Sud. Mais on ignore quand il agira. En conséquence aucun temps n'est fixé pour l'ordre de rappel des troupes. C'est le désir du Président que la Commission ait la plus grande facilité pour l'accomplissement de ses travaux et c'est pourquoi il n'a fait aucune suggestion sur l'époque de son retour.

Le canons démocratique en Louisiane.

Washington, 16—Une dépêche de New Orleans au *Herald* dit :

L'opposition au compromis dans le canon démocratique a cessé. Le gouverneur Warmoth n'attend que l'acceptation du plan pour se rendre à la Législature de Nicholls; le Président et d'autres en feront autant sans être requis par les représentations de Packard.

Packard insiste toujours pour que lui ou Nicholls soit reconnu par le Président.

Une dépêche à la *Tribune* dit : Les controverses ont pratiquement régié; deux ou trois jours suffiront pour arranger les détails. Le compromis est la Législature organisée sur le droit de *primâ facie* à siéger, sans avoir égard aux agissements de Wells, Anderson & Cie. Cela théoriquement laisse ouverte la question du gouverneur, mais en pratique c'est l'inauguration de Nicholls.

La dépêche dit que la Législature de Nicholls a passé aujourd'hui une résolution donnant effet au programme du règlement, qu'elle passera ainsi des résolutions couvrant les points suivants : Confiance dans le président Hayes; appel donné à sa politique; garantie pour les 13e, 14e et 15e amendements à la constitution; pleine protection à la population de couleur dans tous les droits et privilèges de personne et de propriété; avantages d'éducation égaux; amnistie pour les offenses politiques passées, de manière que la paix et l'ordre puissent régner et union de tous pour le rétablissement de la prospérité matérielle de l'Etat.

Washington, 17—Dorénavant toutes nominations d'employés de poste par chemins de fer, d'employés de route et messagers de malle seront faites après une épreuve de six mois.

Le secrétaire Sherman a invité trois gentlemans à travailler à l'enquête sur la Douane de New York, mais leurs noms ne seront connus que lorsqu'ils seront annoncés qu'il accepteront la mission.

Dépêche de Constantinople.

L'officier Genreinge, qui commande le Gottysberg à Constantinople a télégraphié au département de la marine hier que la guerre est imminente et que l'ambassadeur russe doit quitter Constantinople aujourd'hui.

Imprimeur public.

Il semble n'être pas douteux que Clapp aura pour successeur Defrees comme imprimeur public.

Le mouvement de Washington.

La commission nommée par le Congrès pour s'occuper du mouvement de Washington a vu le Président Hayes, Mr Corcoran et d'autres. Des rapports ont été les mêmes rien n'a été arrêté.

Le chemin du président Oostzee.

La capité correspondant démocratique a reçu de pour les Etats du Sud des avis sur le chemin, tracé de l'Orangeur. Il n'y a ni signe de l'opposition du parti démocrat qui a été et toujours les adversaires à cet effet, car plus conciliante possible avec l'administration pour amener l'épreuve d'un système républicain sont disparues de fondement.

Alex. Stephens qui se rétablit graduellement, a reçu de Président de ne faire porter à la Chambre pour voir Hayes occasion. Les discours de Stephens ne voir et pour faire de la [illegible] Cette réputation du dit mouvement de Hayes [illegible] en [illegible] ont tous en [illegible] tirant en [illegible] de [illegible] sans vues.

Les représentants de la Cour Suprême [illegible] Les [illegible] ne peuvent pas [illegible] et [illegible] en [illegible] Le [illegible] et les [illegible] Chambre [illegible] Le [illegible] Le [illegible] Le